

**Proposition de communication pour l'atelier ATELIER C**  
**« Constitution, pouvoirs et contre-pouvoirs »**

**Emilie Debaets**  
**Maitre de conférences Université Toulouse 1**

**La création d'un répertoire numérique des représentants d'intérêts**

La Haute autorité pour la transparence de la vie politique (HATVP) a vu non seulement son statut d'autorité administrative indépendante confirmé mais aussi sa mission étoffée.

L'article 13 de la loi n° 2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique confie désormais à la HATVP le soin de gérer et rendre public un répertoire numérique des représentants d'intérêts. Les lobbyistes exerçant leurs fonctions auprès des parlementaires et des membres de l'exécutif devront lui transmettre, sous peine de sanctions pénales, un certain nombre d'informations sur ce qu'ils ont défendu, comment et à quel prix.

Ce dispositif, validé dans l'ensemble par le Conseil constitutionnel sous réserve du respect de l'autonomie des assemblées parlementaires<sup>1</sup>, étend la compétence de la HATVP aux acteurs privés. La HATVP s'occupait jusque-là du contrôle des déclarations individuelles d'intérêts remplies par les acteurs publics. Mais, parce qu'ils promeuvent des intérêts privés auprès de ces acteurs publics, les lobbyistes sont régulièrement à l'origine de conflits d'intérêts. Avec la gestion de ce répertoire, la HATVP est donc dorénavant compétente pour appréhender les deux faces d'un même problème.

Si son champ de compétence a été étendu aux acteurs privés, ses pouvoirs n'ont pas été substantiellement modifiés. La HATVP demeure une institution d'acculturation. Elle pourra se faire communiquer toute information ou tout document et sera en mesure d'effectuer des contrôles. Mais elle ne pourra qu'adresser une mise en demeure pour manquement aux obligations. La HATVP ne pourra pas prononcer elle-même une sanction, ni de prendre elle-même les mesures nécessaires à la prévention du risque de conflit d'intérêts.

Concrétisant une proposition du rapport Nadal<sup>2</sup>, le législateur ancre ainsi le rôle de prévention des conflits d'intérêts de la HATVP dans le paysage institutionnel français.

Cette communication consacrée à la création de ce répertoire sera l'occasion de s'interroger sur sa capacité à prévenir les conflits d'intérêts, à constituer un contrepoids aux mécanismes d'élaboration des décisions publiques et à renouveler le fonctionnement de la démocratie.

---

<sup>1</sup> CC, 8 décembre 2016, déc. n° 2016-741 DC

<sup>2</sup> J.-L. Nadal (dir.), *Renouer avec la confiance publique*, La documentation française, 2015